

2017



Les actes du comité des utilisateurs de l'ONRN

N°6

Réunion du comité des
utilisateurs de l'ONRN

Compte rendu

21 juin 2017



RÉUNION DU COMITÉ DES UTILISATEURS DE L'ONRN

Le 21 juin 2017

PRÉSENTATION ET CONCLUSIONS

La 5^{ème} session du Comité des utilisateurs de l'ONRN s'est tenue le 21 juin 2017 après-midi au siège de la Fédération française des assurances (FFA), à Paris. Elle a rassemblé 27 participants représentant 12 organismes, associations ou administrations.

C'était la première réunion formelle depuis novembre 2014. Cependant des activités pertinentes pour le CU ont été menées dans le cadre d'Ateliers sur la sinistralité (2015 et 2016), des ANRN (2016). Enfin, suite aux demandes du Conseil de gestion (COGES) de l'ONRN, des actions de mobilisation ont eu lieu avec certains des membres du Comité (IFFO-RME, CEPRI, AFEPTB).

En parallèle, l'ONRN lui-même a connu des développements importants, notamment avec la création du réseau des observatoires régionaux. Ces développements changent le contexte dans lequel doit travailler le Comité des utilisateurs. C'est donc pourquoi la réunion du 21 juin 2017 a travaillé sur les sujets suivants :

1. Bilan des activités du CU depuis 2013,
2. Les évolutions de l'ONRN depuis 2014,
3. La base de données des événements dommageables (BDED),
4. L'animation du comité,
5. Proposition d'action sur les retours d'expérience (REX)

Après les exposés introductifs, les débats, résumés plus loin, ont été actifs et productifs, montrant l'intérêt des parties prenantes de la prévention des risques pour l'ONRN. Si un regret a été exprimé, celui du manque d'implication des acteurs de la gestion de crise (Maires et SDIS), les participants se sont montrés satisfaits des progrès réalisés par l'ONRN, ce qui donne une ardente obligation de le faire connaître le plus largement possible. D'où les conclusions que l'on peut tirer de la réunion.

- C1. Le réseau des observatoires mobilisant un nombre important d'acteurs, il faut définir qui sont les acteurs au-delà de ce réseau qui doivent être fédérés par le Comité des Utilisateurs (AFPCN) ;
- C2. Le développement d'indicateurs sur la gestion de crises doit être entrepris en impliquant notamment les SDIS (ONRN, AFPCN) ;

- C3. La question de la fusion des cartographies pour produire des indicateurs comparables au niveau national sera présentée au Conseil de gestion de l'ONRN (AFPCN),
- C4. Les membres du Comité des utilisateurs sont invités à évaluer le potentiel et l'utilité de la base de données des événements dommageables, pour retour lors de la prochaine session du Comité (Comité des utilisateurs) ;
- C5. Le développement de la BDED doit pouvoir s'appuyer sur les échelons locaux (SDIS, Services territoriaux, Associations), pour documenter les suites des événements et l'évaluation de la mortalité (ONRN, réseau) ;
- C6. Un outil collaboratif servant à animer le Comité entre ses réunions et à conserver la mémoire collective des échanges et documents de travail intermédiaires sera mis en place. Un retour sur le sujet sera fait lors de la prochaine réunion (AFPCN) ;
- C7. L'organisation d'une action suivie, pour favoriser l'appropriation des indicateurs et autres livrables de l'ONRN par les élus et leurs collaborateurs. A titre d'amorçage de cette ligne d'action importante pour le CU ONRN, a été évoqué le potentiel de communication-information lié au Salon des Maires. Une analyse des différentes options sera étudiée (AFPCN) : a notamment été évoquée l'éventualité d'une présence ONRN sur le stand du MTES, en liaison avec la DGPR ;
- C8. L'étude des besoins des utilisateurs autour de la standardisation et la bancarisation des REX et des spécifications de la base de données pertinente (à réaliser entre CGEDD et ONRN) est lancée (AFPCN, CYPRES, ORRM-PACA).

RÉSUMÉ DES DÉBATS

1. Accueil et introduction

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, F. Gérard (AFPCN) fait un rapide historique des actions du Comité des utilisateurs (Cf la présentation jointe au PV) et insiste sur les points suivants :

- a) Les développements de l'ONRN depuis 2014 (Portail et réseau) répondent pour la plupart aux demandes des utilisateurs, telles que formulées à la création de l'observatoire et dans les premières réunions du Comité,
- b) La mission donnée au Comité par le Conseil de Gestion, de faire émerger les besoins au plus près de territoires, via les réseaux de ses membres, impose de revoir le mode de travail du Comité, qui ne peut plus se contenter de réunions, mais se comporter en animateur de la communauté des utilisateurs.
- c) Un bon moyen de mobilisation est de faire participer les utilisateurs à des actions concrètes d'expérimentation de produits et services.

C'est tout l'objet de cette réunion que de travailler sur les points évoqués ci-dessus et d'identifier des actions permettant d'accompagner les évolutions passées et futures de l'ONRN, qui sont maintenant exposées par Elsa Rothschild.

2. Les évolutions de l'ONRN

2.1. Présentation

Elsa Rothschild, chargée de mission ONRN présente les principaux développements de l'observatoire depuis 2015 (Cf. la présentation jointe au PV) :

1. L'observatoire offre actuellement 53 indicateurs documentés. Il se développe en particulier comme outil de soutien aux structures de gouvernance concertée (CMI, COPRNM) et outil de suivi et d'appui aux démarches d'évaluation des politiques publiques, tant au niveau national qu'au niveau régional, qu'elles soient d'initiative publique, associative ou privée.
2. En 2018, le portail (www.onrn.fr) devrait être inséré dans Géorisques et les indicateurs de l'ONRN pourraient être diffusés sur l'outil de cartographie statistique GEOIDD du SOES.
3. Le réseau des observatoires se met progressivement en place et réalise un travail concret au travers de trois groupes thématiques :
 - a) « Portraits de territoires » qui développe des indicateurs destinés à donner une vision synthétique caractérisant la spécificité des territoires (diverses échelles) face aux risques ;
 - b) « Suivi des politiques publiques » pour définir les outils d'accompagnement de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de ces politiques à diverses échelles.
 - c) Gestion et valorisation des données.
4. Les outils de communication de l'observatoire se développent, notamment l'infolettre

(newsletter) et les cahiers. Il est prévu que le bilan des risques de l'année N fasse l'objet d'une infolettre paraissant en N+2 utilisant tous les chiffres clefs de la sinistralité. Le prochain cahier paraîtra à l'automne autour du bilan des activités de l'observatoire depuis 2014.

2.2. Débat

Catherine Grémillet (AFEPTB) s'inquiète du fait que le bilan annuel ne repose que sur les dommages et ne donne pas, par exemple, d'indicateurs d'exposition.

Sarah Gérin (MRN) précise que l'on travaille avec les données disponibles actuellement, mais que, naturellement, ce bilan évoluera avec l'accessibilité à d'autres données. Dans tous les cas, l'idée est de faire un bilan général annuel, par un bilan thématique. Roland Nussbaum (MRN) précise que l'objectif de réduire les enjeux exposés suppose une bonne connaissance des dommages observés.

Thierry Winter (BRGM) demande où en sont les suites de deux recommandations de la réunion précédente : développer des indicateurs sur la gestion de crise, par exemple la réalisation de PCS, et donner des statistiques d'usage du portail.

Christian Sommade (HCFDC) précise le taux de réalisation de PCS lui semble insuffisant comme indicateur pour la gestion de crise, remarque qui a été transmise à la DGSCGC. Christine Mengus (DGSCGC) fait alors état de statistiques et de petites études sur les PCS, qui ont été soumises à la CMI.

Michel Rioux (ADSPQI) estime que des indicateurs d'expositions pourraient bénéficier de la riche cartographie des TRI, qui est présentée dans les commissions inondation des Comités de Bassin.

Sarah Gérin (MRN) rappelle que l'on travaille à enrichir les indicateurs, mais qu'il existe un problème technique de fusion des connaissances, notamment des cartes réalisées par différents services (hétérogénéité des méthodes et des présentations). Nathalie MARCOT (ORRM-PACA) confirme le problème et annonce une expérimentation en cours sur la région PACA. C'est aussi un sujet à l'étude au HCFDC, et Philippe Sergent (CEREMA) note que les TRI littoraux ont tendance à surestimer les problèmes d'exposition.

Pour conclure le débat, François Gérard retient les points suivants :

- a) Il faudra préciser quels sont les territoires qui doivent être portaiturés,
- b) Le réseau des observatoires mobilisant un nombre important d'acteurs, il va falloir définir qui sont les acteurs au-delà du réseau qui doivent être fédérés par le Comité des Utilisateurs,
- c) Le problème de la fusion des cartographies pour produire des indicateurs comparables au niveau national mérite l'attention du Conseil de gestion de l'ONRN,
- d) Le travail sur les indicateurs de gestion de crise doit être entrepris, en impliquant le maximum d'intervenants, notamment les SDIS.

3. La base de données des événements dommageables (BDED)

3.1. Présentation

Elsa Rothschild reprend la parole et fait le point sur les progrès de cette action (voir présentation jointe au PV). Elle précise que la base recensera des événements depuis 1988 (inondations de Nîmes), les critères de choix étant liés au coût et/ou au nombre de victimes. Les « petits événements » ne sont donc pas pris en compte. Il y aura une sous-base par aléa. On a commencé par les inondations. Chaque événement est décrit, caractérisé par quelques données numériques (date, étendue, coût, victimes...), la fiche renvoyant aux autres sources d'information existantes. Elle conclut en appelant les membres du Comité des utilisateurs à tester et évaluer cette base de données.

3.2. Débat

Frédéric Grelot (IRSTEA) note que l'ONRN produit des cartes de dommages cumulés par commune et s'interroge sur le lien possible avec la BD.

Roland Nussbaum explique qu'il est possible de faire un lien avec ce qui figure dans la BDED. Un travail est en cours à la MRN : initié par David Bourguignon¹, avec la collation de données de sinistralité par événement à la maille communale, dans le cadre de sa thèse CIFRE sous la direction du Pr Freddy VINET (Université Montpellier 3), il est actuellement poursuivi dans le cadre de la thèse CIFRE en cours d'Anthony PAYET, sous la direction des Prs Thierry VERDEL et Ollivier DECK (Ecole des mines de Nancy – Université de LORRAINE). La complémentarité entre ces deux approches pour une connaissance approfondie de l'endommagement sera l'objet de la conférence du 08/09.2017, organisée par l'AFPCN², avec le concours de la MRN et de l'Agence Qualité Construction (AQC) sur le sujet **Quelles approches de l'assurance au « faire et reconstruire mieux » ?**

Patrick Bidan (CCR) rappelle que l'approche au niveau de la commune n'est possible que dans la procédure CatNat, avec une grande prudence pour l'aléa sécheresse par exemple.

Michel Luzi (AFPCN) rappelle que les objectifs des bases de données existantes ne sont pas les mêmes, et qu'on n'aura jamais de statistiques communales pour les TGN.

Pierre Leclerc (UNALCI) revient sur les statistiques de mortalité, estimant qu'il y a un problème en France, puisque, par exemple, en PACA il y a plus de victimes des inondations qu'en Catalogne aux mêmes périodes. Il note que la question est traitée dans la BDED et demande si on peut aller plus loin à ce sujet.

Roseline Laroche (DGPR) précise que la DGPR a donné mission au BARPI de recenser toutes les victimes des événements naturels. Cette nouvelle mission du BARPI a pris effet à compter du 01/01/2016.

Michel Sacher (CYPRES) estime que la notion de « mort dans un événement dommageable » doit

¹ <http://www.mrn.asso.fr/content/accueil-memoires-et-theses>

² Pour le programme détaillé et pour s'inscrire à cette conférence, s'adresser à contact@afpcn.rg

être précisée, pour pouvoir introduire les décès causés par l'événement, mais le suivant.

Bernard Modéré (AFPCN) dit qu'on peut savoir tout ça à l'échelle du département, à condition d'impliquer les SDIS dans le processus en cours.

Thierry Winter se dit satisfait de l'existence de la BDED, mais estime qu'il manque des informations sur les mesures prises après l'événement, ce qui lui semble indispensable pour étudier la résilience.

Christian Sommade estime que c'est difficile et que ça impose d'introduire des articles de presse dans la BDED. Il note que le HCFDC possède une archive de presse, suivi par Michel Sacher qui fait ça au niveau de la région PACA.

Roland Nussbaum rappelle le principe de subsidiarité qui a été fixé pour la répartition du travail entre l'ONRN et ses observatoires partenaires. L'apport d'informations complémentaires telles que celles mentionnées serait typiquement du ressort de l'échelon de proximité régionale. Philippe Sergent note que le CEREMA fait partie d'un groupe de travail piloté par l'INERIS, sur les tempêtes historiques. Ce groupe pourrait alimenter le travail sur la BDED.

François Gérard note en conclusion :

- a) L'intérêt des participants pour la BDED et les invite à répondre à la demande d'évaluation faite par Elsa Rothschild. Cette demande sera transmise aux membres du Comité n'étant pas présents aujourd'hui.
- b) Le besoin de travailler sur l'introduction dans la BDED d'informations sur les suites de chaque événement, ce qui impose d'impliquer les échelons locaux dans l'alimentation de la base.
- c) Le besoin d'impliquer les SDIS dans la production d'informations sur la mortalité.

4. Animation du Comité

4.1. Présentation

François Gérard constate (voir présentation jointe) que la création du réseau des observatoires implique un nombre de plus en plus important d'acteurs de la prévention des risques, principalement des producteurs d'information qui sont aussi des utilisateurs. Il estime donc qu'il faut revoir le mode de fonctionnement du Comité des utilisateurs, pour pouvoir impliquer la vaste communauté au-delà du réseau de l'ONRN. Plus précisément, il propose de compléter le cycle de réunions par la mise en place d'un outil de travail collaboratif qui permettrait d'organiser le débat entre les sessions et d'attirer, si possible, des communautés considérées comme les cœurs de cible de l'ONRN, à savoir les Elus, principalement les Maires, et les acteurs de la gestion de crise comme les SDIS.

4.2. Débat

Danièle Bazin (IFFO-RME) dit que son institut attire les communautés évoquées, comme les SDIS, tant au conseil d'administration que dans les délégations régionales. Même si la curiosité se développe, la culture manque, notamment chez les Maires récemment élus. D'où l'intérêt de travailler avec les associations départementales de Maires. Pour attirer, il faudrait développer des

informations sur les économies en vies humaines et en dégâts dues à la prévention.

Roland Nussbaum estime que les portraits de territoires peuvent répondre à cette question.

Christian Sommade rappelle qu'on ne connaît pas tout ce qui se passe, et qu'il faut faire de la veille. Une idée serait de faire quelque chose de dédié, genre « pavillon risques » lors du salon des Maires. Par ailleurs, il note que le HCFDC a ce qu'il faut pour organiser des « webinars ».

Philippe Sergent note l'intérêt d'un travail sur la vulnérabilité des réseaux, auquel l'AFPCN consacre un groupe de travail.

Roland Nussbaum mentionne l'action AFPCN sur « faire et reconstruire mieux » avec la conférence à venir, le 08/09/2017 (déjà évoquée ci-dessus, cf. 3.2. et footnote 2) et le développement d'indices de résilience territoriale, qui pourrait être envisagé en partant des travaux conduits par le groupe de travail sur ce thème du plan d'action de la SNGRI.

Ludovic Faytre (IAU-IDF) note que l'approche en réseau est centrale pour le développement de l'ONRN. Il estime que la constitution de bases de données et de couches d'informations doit utiliser au maximum les bonnes pratiques observées ici ou là. L'Observatoire doit donc avoir pour tâche de promouvoir les méthodes qui marchent et les façons de les utiliser.

On note dans le débat que l'ONRN doit continuer à se faire connaître et à faire connaître les informations sur les risques. Thierry Winter rappelle que, si un utilisateur a un besoin, il faut pouvoir lui répondre. Le Comité des utilisateurs est là pour faire remonter ces demandes, sans se mêler de l'organisation de l'Observatoire.

Catherine Guénon (AFPCN) estime que le sujet, pour les acteurs des risques naturels, est la compréhension de ce qu'est exactement l'ONRN. Pour le vendre à certains acteurs (Maires, SDIS), il faut pouvoir se démarquer de la prévention et aller vers la gestion de crise. Catherine Grémillet appuie en estimant que l'ONRN doit communiquer sur des projets concrets, et que des partenariats avec l'AMF, l'ARF et autres associations d'élus sont à développer. Michel Rioux estime que la compétence GEMAPI va renforcer les besoins vis à vis de l'ONRN.

François Gérard conclut :

- a) Un outil collaboratif servant à animer le Comité entre ses réunions sera mis en place. Un retour sur le sujet sera fait lors de la prochaine réunion.
- b) Une action, pour renouer avec les élus, en particulier dans le cadre du Salon des Maires, sera organisée.

5. Action à développer dans le cadre du Comité

5.1. Présentation

François Gérard propose de travailler sur les REX, en s'appuyant sur une recommandation d'un récent rapport du CGEDD sur le sujet. Constatant que les REX ne sont pas homogènes et donc difficiles à comparer, le rapport propose la standardisation des REX, avec l'objectif d'alimenter une banque de données permettant de capitaliser aisément sur leurs résultats. L'idée est donc de demander aux utilisateurs, quelles sont les informations issues des REX, notamment en termes

d'indicateurs, qui sont utiles pour les politiques de prévention sur les territoires.

5.2. Débat

Catherine Guénon note qu'il y a en effet beaucoup de méthodes en matière de REX.

Roland Nussbaum entend expliciter la problématique actuelle en faisant référence aux conclusions du rapport CGEDD³ de REX sur les inondations Seine-Loire de juin 2016, qui ont alimenté un autre rapport CGEDD⁴ également paru en février 2017 de recommandations générales sur les REX inondation, en tant qu'éléments contributifs à la SNGRI.

Michel Sacher juge indispensable une étude des REX existants.

Pierre Leclerc fait part de l'intérêt de l'UNALCI pour une telle action.

Danièle Bazin dit que ça rejoint les analyses du rapport sénatorial sur Xynthia.

Nathalie Marcot informe qu'un projet de guide régional sur les REX en PACA a été présenté lors du colloque Géorisques.

En conclusion, François Gérard, note une approbation sur le travail proposé, dont le cahier des charges vu du point de vue du comité des utilisateurs de l'ONRN pourrait être développé avec le concours du CYPRES (Michel Sacher), qui travaille déjà sur le sujet en région PACA.

6. Conclusion

François Gérard remercie les participants pour les très intéressants débats qui ont eu lieu, débats qui permettent de dégager des actions. Il leur donne rendez-vous entre le 15 octobre et le 16 novembre 2017 pour la prochaine réunion du Comité.

³ http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/010743-01_rapport_cle241d25.pdf

⁴ http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/010890-01_rapport_cle2eccd2.pdf

LISTE DES PARTICIPANTS

NOM	Prénom	Organisme	Mail
BAZIN	Danièle	IFFO-RME	Daniele.bazin@orange.fr
BELLANGE	Celia	HCFDC	celia.bellange@team-hcfdc.org
BERLEMONT	Denis	AFEPTB	denis.berlemont@eptb.asso.fr
BIDAN	Patrick	CCR	pbidan@ccr.fr
BOUGUYON	Léa	AFEPTB	lea.bouguyon@afeptb.asso.fr
CAPBLANQC	Juliana	CCR	jcapblancq@ccr.fr
FAYTRE	Ludovic	IAU-IDF	ludovic.faytre@iau-idf.fr
FARAH	Georges	CCR	gfarah@ccr.fr
GERARD	François	AFPCN	frangerare@gmail.com
GERIN	Sarah	MRN	sarah.gerin@mrn.asso.fr
GRELOT	Frédéric	IRSTEA	frederic.grelot@irstea.fr
GREMILLET	Catherine	AFEPTB	Catherine.gremillet@eptb.asso.fr
GUENON	Catherine	AFPCN	catherine.guenon@yahoo.fr
HUBERT	Thierry	DGPR	Thierry.hubert@developpement-durable.gouv.fr
LAROCHE	Roseline	DGPR	roselyne.laroche@developpement-durable.gouv.fr
LECLERC	Pierre	UNALCI	pierre.leclerc@live.fr
LEIBRANDT	Sébastien	AFPCN	s.leibrandt@afpcn.org
MARCOT	Nathalie	ORRM-PACA	n.marcot@brgm.fr
MENGUS	Christine	DGSCGC	christine.mengus@interieur.gouv.fr
MODERE	Bernard	AFPCN	modere@free.fr
NUSSBAUM	Roland	MRN	roland.nussbaum@mrn.asso.fr
PETIPAS	Éric	MRN	eric.petipas@mrn.asso.fr
RIOUX	Michel	ADSPQI	Michel.rioux@free.fr
ROTHSCHILD	Elsa	ONRN	erothschild@ccr.fr
SACHER	Michel	CYPRES	msacher@cypres.org
SERGENT	Philippe	CEREMA	philippe.sergent@developpement-durable.gouv.fr
SOMMADE	Christian	HCFDC	Christian.sommade@hcfdc.org
VAILLANT	Sarah	FNE	sarah.vaillant@fne.asso.fr
WINTER	Thierry	BRGM	t.winter@brgm.fr

Par téléphone : ORR-PACA

LISTE DES SIGLES

ADF	Association des départements de France
ADSPQI	Association de défense des sinistrés et de protection des quartiers inondables
AFEPTB	Association française des établissements publics territoriaux de bassin
AFPCN	Association française pour la prévention des catastrophes naturelles
AMF	Association des maires de France
ARF	Association des régions de France
BDED	Base de données des événements dommageables
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières
CCR	Caisse centrale de réassurance
CEPRI	Centre européen pour la prévention des inondations
CEREMA	Centre d'études sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CMI	Commission mixte inondations
CYPRES	Centre d'information pour la prévention des risques majeurs
DGPR	Direction générale de la prévention des risques
DGSCGC	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise
FFA	Fédération française des assurances
FNE	France nature environnement
GEMAPI	Gestion des milieux aquatiques
GEOIDD	Géographie et indicateurs liés au développement durable
HCFDC	Haut commissariat français pour la défense civile
IAU-IDF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France
IFFO-RME	Institut Français des Formateurs – Risques Majeurs Environnement
IRSTEA	Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture
MRN	Mission risques naturels
ONRN	Observatoire national des risques naturels
ORRM-PACA	Observatoire régional des risques de la région Provence-Alpes-Côte d'azur
ORR-NA	Observatoire régional des risques en région Nouvelle Aquitaine
REX	Retour d'expérience
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SOES	Service de la donnée et des études statistiques du Ministère de la transition écologique et solidaire
UNALCI	Union nationale de lutte contre les inondations

2017



Association
Française
pour la Prévention
des Catastrophes
Naturelles

AFPCN

Mieux comprendre, mieux prévenir

AFPCN

**C/O ENGREF 19 avenue du Maine
75732 Paris cedex 15**

E-mail : contact@afpcn.org

Téléphone : 01 45 49 88 36